Nom du document	Créé / Modifié par	Validé par	Version	Date création / MAJ
Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Martine BUCHSER	Hélène LIBER	4	06/10/2015 (V1) 11/10/2018 (V2) 11/09/2023 (V3) 15/04/2025 (V4)

Diffusion

- **Liste de diffusion**

Collaborateurs de la Société de gestion : « Collaborateur » désignant le personnel de la Société de gestion ainsi que le personnel du groupe SOGELYM DIXENCE, mis à la disposition de la Société de gestion.

- **Mode de diffusion**

Politique disponible sur le réseau : SDIM / FICHIERS / AMF / Politiques / POL 3

Références réglementaires

Cette Politique est rédigée conformément aux dispositions du Code Monétaire et Financier (articles L. 561-2 et suivants) ainsi qu'aux Positions-Recommandations de l'AMF, à savoir (liste non exhaustive) :

- Position-Recommandation 2019-15 : Lignes directrices sur l'approche par les risques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
- Position-Recommandation 2019-16 : Lignes directrices sur les obligations de vigilance à l'égard des Clients et de leurs Bénéficiaires effectifs

- Position-Recommandation 2019-17 : Lignes directrices sur la notion de Personne Politiquement Exposée
- Position-Recommandation 2019-18 : Lignes directrices sur l'obligation de déclaration à TRACFIN

Une liste plus complète est annexée à la présente Politique (Annexe 1).

PREAMBULE

Cette Politique établit les principes fondamentaux qui régissent la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCBFT) applicables au sein de la Société de gestion, SOGELYM DIXENCE INVESTMENT MANAGEMENT (SDIM).

Cette Politique est complétée par une Procédure opérationnelle détaillée et appliquée par SDIM dans ses activités quotidiennes : Procédure N° 34 (LCBFT).

Le respect de la Politique et de sa Procédure de mise en œuvre relève de la responsabilité de la Direction de SDIM.

La présente Politique est mise à jour au gré des évolutions de la réglementation ou de l'organisation de SDIM et revue à minima tous les ans.

ORGANISATION DU DISPOSITIF

1. Principes généraux

En sa qualité de Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF, et conformément aux dispositions réglementaires, SDIM doit mettre en place un dispositif de prévention et de contrôle permettant :

- La connaissance des Clients et des Tiers (souscripteur, locataire, distributeur), contreparties aux transactions immobilières et à l'origine des capitaux gérés ;
- Le suivi de la relation d'affaires ;
- La vigilance à l'égard des opérations de toute nature ;
- La vigilance à l'égard des actifs et des produits gérés.

Cette politique a pour objectif de décrire le cadre global du dispositif de contrôle mis en place au sein de SDIM.

Le dispositif LCBFT qui en résulte tend à s'assurer du respect des dispositions législatives et réglementaires au sein de SDIM et de tous les véhicules gérés par cette dernière (FPS et Autres FIA constituées sous forme juridique de SCI ou de SAS).

SDIM est principalement soumise à l'ensemble des obligations relatives à la LCBFT en sa qualité de :

- Société de gestion de placements collectifs gérant des FIA immobiliers visés au 6° de l'article L. 561-2 du Code Monétaire et Financier ;
- Professionnel de l'immobilier exerçant une activité de location en exécution d'un mandat de transaction de biens immobiliers visés au 8° de l'article L. 561-2 du Code Monétaire et Financier.

A ce titre, SDIM est tenue d'organiser un dispositif LCBFT permettant de :

- Mettre en place une organisation, des Procédures internes et des Cartographies générales (par familles de risques) et nominatives (scoring Clients, Tiers et actifs) pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en tenant compte de l'évaluation des risques présentés par ses activités en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- Désigner une personne occupant une position hiérarchique élevée et possédant une connaissance suffisante de ses potentielles expositions au risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme comme Responsable de la mise en œuvre du dispositif LCBFT ;
- Mettre en place des mesures de contrôle interne pour veiller au respect des obligations relatives à la LCBFT ;
- Déterminer un profil de la relation d'affaires permettant d'exercer une vigilance constante en tenant compte du volume et de la nature de ses activités ainsi que des risques présentés par les relations d'affaires qu'elle établit ;
- Assurer le suivi et la surveillance des opérations de la clientèle ;
- Prendre en compte les risques que présentent les personnes qu'elle recrute au regard de la LCBFT ;
- Former et informer le personnel, directement et indirectement concerné, sur la réglementation et sa mise en œuvre au sein de l'entreprise.

Tous les Collaborateurs et en particulier ceux amenés à procéder aux entrées en relation avec les Clients et les Tiers et ceux réalisant des investissements, doivent comprendre, connaître et appliquer cette Politique ainsi que les Procédures y afférentes.

Ils doivent également prendre connaissance des mises à jour régulières de ces Politiques et Procédures.

2. Acteurs concernés

• Responsable du dispositif LCBFT

Les dispositions posées à l'article 320-17 du RGAMF impose la désignation d'un membre de la Direction comme Responsable de la mise en œuvre du dispositif LCBFT prévu à l'article L. 561-32 du COMOFI.

Au sein de SDIM, le Directeur Général Délégué est Responsable du dispositif LCBFT dont il assure la mise en place, le suivi, le contrôle, la mise à jour et la formation des Collaborateurs.

En tant que Responsable LCBFT, il est notamment chargé des missions suivantes :

- Tenir à jour la Politique et Procédure LCBFT ;
- Identifier et évaluer les risques de blanchiment inhérents à l'activité des véhicules d'investissement, en ce compris l'établissement et l'actualisation de la Cartographie des risques ;
- Valider la classification des risques ;
- Assurer une veille réglementaire des dispositions en matière de lutte contre le blanchiment ;
- S'assurer de la mise en œuvre exhaustive des diligences à réaliser lors l'entrée en relation avec un Client / Tiers, de l'actualisation permanente de la connaissance des Clients / Tiers et de la mise en œuvre de la vigilance constante ;
- S'assurer que les moyens alloués au dispositif sont adéquats et suffisants ;
- Décider de nouer ou de maintenir une relation d'affaires avec un Client PPE ou un Client dont le bénéficiaire effectif est une PPE ;
- Assurer le suivi du dispositif dans son intégralité.

Les contrôles permanents de premier et de second niveau ainsi que les contrôles périodiques dits de troisième niveau sont assurés par les personnes suivantes :

- Au premier niveau : Par les opérationnels dans le cadre de leurs fonctions respectives ;
- Au second niveau : Par le RCCI ou son délégataire suivant le plan de contrôle et la fréquence définie dans ce dernier ;
- Au troisième niveau : Par le contrôleur périodique (équipe indépendante des deux niveaux précédents).

• Déclarant et Correspondant TRACFIN

Le Déclarant et Correspondant TRACFIN est la Présidente-RCCI qui est en charge des missions suivantes :

- Effectuer les déclarations de soupçons auprès des services de TRACFIN ;
- Répondre à toute demande des services de TRACFIN et centraliser les éléments nécessaires à leur information ;
- Assurer la communication et la diffusion des informations, avis et recommandations qui lui sont transmis par les services de TRACFIN aux Collaborateurs concernés.

En cas d'absence du Déclarant et Correspondant TRACFIN (Présidente-RCCI), la Directrice Juridique sera son back up et assurera cette fonction.

Toute modification concernant la ou les personnes désignées comme « Déclarant » ou comme « Correspondant » doit faire l'objet d'une mise à jour, sans délai, auprès de TRACFIN et de l'autorité de Tutelle (AMF).

- **Les Collaborateurs directement impliqués dans les relations avec les Clients / Tiers**

Tous les Collaborateurs en contact avec les Clients / Tiers sont concernés par le dispositif.

Ils sont en charge, à leur initiative ou sous une forme déléguée, de :

- Réaliser les diligences définies pour leur Service lors de la phase d'entrée en relation ;
- Collecter au fil de l'eau toute information permettant d'identifier le Client / Tiers, de clarifier une opération ou de modifier la relation ;
- Consigner ces informations dans un dossier et de les conserver ;
- Effectuer, le cas échéant, des déclarations de doute interne au Déclarant TRACFIN ;
- Suivre et actualiser les éléments de connaissance du Client lors de tout changement significatif de celui-ci, et ce pendant toute la relation d'affaires.

- **L'ensemble des Collaborateurs**

Chaque Collaborateur doit porter la plus grande attention à la LCBFT dans le cadre de ses activités.

Tout Collaborateur identifiant une opération « atypique » ou à caractère inhabituel, ayant un doute ou détectant un indice probant de blanchiment est habilité à effectuer une déclaration de doute interne auprès du Déclarant TRACFIN /RCCI.

3. **Mise en œuvre du dispositif LCBFT**

- **Elaboration d'une classification des risques**

SDIM a classifié ses Clients / Tiers en fonction des critères suivants :

- Caractéristique du Client / Tiers ;
- Nature des produits offerts ;
- Conditions de transactions proposées ;
- Canaux de distributions utilisés ;
- Pays ou territoire d'origine et de destination des fonds

Le niveau de risque associé permet d'adapter les diligences à réaliser lors de l'entrée en relation et la surveillance des opérations au cours de la relation d'affaires.

Cette classification est mise à jour en tant que de besoin en fonction de l'évolution de la réglementation, de l'activité de SDIM, ou à la suite de tout événement affectant significativement le degré d'exposition aux risques LCBFT.

Le détail de la classification des risques est décrit dans la Procédure opérationnelle N° 34.

- **Contrôle permanent et périodique**

- **Contrôles de premier niveau**

Cette Politique est destinée à faire appliquer dans les faits, via les procédures afférentes, le principe dit de « bonne connaissance du Souscripteur, / Acquéreur / Vendeur / Distributeur ».

Les documents mentionnés dans la Procédure afférente à la présente Politique devront être conservés pendant une période de 5 ans après cessation de la relation d'affaires avec le Client / Tiers.

Pendant toute la durée de la relation d'affaires, SDIM recueille, met à jour et analyse les éléments d'information qui permettent de conserver une connaissance appropriée de sa relation d'affaires.

Les contrôles de premier niveau sont réalisés par les opérationnels dans le cadre des tâches qui leurs sont confiées.

- **Contrôles de second niveau**

Le RCCI s'assure, dans le cadre de ses contrôles permanents de 2nd niveau, du respect des obligations réglementaires et professionnelles en matière LCBFT par SDIM.

Il s'assure notamment de la formalisation des contrôles de 1er niveau relatifs à la surveillance des opérations et des flux financiers, de la formalisation et de la mise à jour de la classification des risques LCBFT portant sur toutes les relations d'affaires de SDIM, de l'actualisation de la connaissance de celles-ci, de la réalisation le cas échéant d'examen complémentaire et/ou renforcé, et des éventuelles déclarations de soupçons.

- **Contrôle périodique**

SDIM réalise, dans le cadre de son plan d'audit pluriannuel, des audits en matière de LCBFT de ses activités. Ces missions sont réalisées par un Prestataire externe.

4. **Suivi et correction du dispositif**

- En cas d'évolution des activités de SDIM (lancement d'un nouveau produit, mise en place d'un nouveau canal de distribution), de changements dans les relations avec les Clients et Tiers, de changements organisationnels ou d'évolutions technologiques significatifs impliquant de manière systématique une évolution des typologies de risques ;
- En cas d'évolution législative ou réglementaire substantielle et autres exigences des autorités de régulation ;

- En présence d'incidents importants et/ou insuffisances constatées lors des contrôles portant sur la LCBFT, notamment les résultats des audits group.

Ce suivi correctif du dispositif LCBFT de SDIM n'exonère pas SDIM de son obligation de révision annuelle du dispositif dans son intégralité (Politique, Procédures, Cartographies, ... etc.).

5. Transmission des informations

- Transmission des informations intra-groupe

En tant qu'entité du Groupe SOGELYM DIXENCE, SDIM peut être amenée à échanger les informations suivantes :

- Informations générales : Sur les risques identifiés par la classification des risques LCBFT, sur les informations générales reçues des autorités compétentes (TRACFIN...) ou diffusées par des instances nationales (Ministre chargé de l'économie en France) ;
- Informations relatives aux Clients communs : Données d'identification des Clients et, le cas échéant, des Bénéficiaires effectifs, informations relatives à l'objet et à la nature des relations d'affaires, informations nécessaires à la connaissance du Client, tout autre élément d'information pertinent sur ce Client et ses opérations, nécessaires à l'évaluation des risques LCBFT pour des Clients ou des relations d'affaires.
- Informations portant sur la déclaration d'anomalies : comme impossibilité d'identifier un Client, impossibilité d'obtenir des informations sur la nature ou l'objet de la relation d'affaires pour des Clients communs.
- Eléments d'informations sur l'existence et le contenu des déclarations de soupçon : le contenu des échanges d'informations doit être suffisant pour que le niveau de vigilance soit adapté au risque encouru dans les différentes entités du groupe.
Si le Client ayant fait l'objet d'une déclaration de soupçon ou d'une demande d'information par TRACFIN est mis a minima sous surveillance renforcée au sein de l'autre entité du groupe concernée ; une analyse devra être effectuée concernant le risque LCBFT.

En intra-groupe, les échanges d'informations à des fins de vigilance LCBFT ne peuvent être effectués qu'entre les fonctions Conformité des entités groupe concernées.

- Information de l'organe de surveillance

Les dispositifs et procédures internes sont mis à la disposition des dirigeants et de l'organe de surveillance lorsqu'ils en font la demande.

Le RCCI tient la Direction Générale de SDIM régulièrement informée de l'évolution du dispositif LCBFT et des actions conduites dans ce domaine, lors des Comités de conformité et du contrôle interne (CCCI).

Ces éléments sont intégrés dans les comptes rendus du CCCI.

- Information à l'AMF

SDIM tient annuellement informée l'AMF de l'évolution de son dispositif LCBFT et des actions conduites dans ce domaine à travers deux reportings : un Rapport et un Questionnaire déposés chaque année sur la base ROSA de l'AMF, après validation de la Direction Générale.

6. La formation et l'information des Collaborateurs

- Dispositif de formation du personnel

SDIM doit assurer à ses Collaborateurs une formation LCBFT, dispensée annuellement, par le RCCI ou le cas échéant, par un Prestataire externe.

Cette formation porte notamment sur :

- La réglementation applicable et ses modifications ;
- Les techniques de blanchiment utilisées ;
- Les mesures de prévention et de détection ;
- Les procédures et modalités de mise en œuvre du dispositif LCBFT.

De même qu'au moment de l'embauche, les nouveaux arrivants doivent impérativement être reçus et sensibilisés par le RCCI au dispositif LCBFT applicable au sein de SDIM.

- Dispositif d'information du personnel

En cas d'évolution substantielle de la réglementation ou du dispositif LCBFT en vigueur et/ou tout autre changement en matière de LCBFT, les Collaborateurs sont informés par le RCCI par e-mail.

OBLIGATION DE VIGILANCE A L'EGARD DES CLIENTS
--

1. Obligation de vigilance lors de l'entrée en relation

- Définition du Client d'une Société de gestion de portefeuille

Au sens de la réglementation, le Client d'une Société de gestion de portefeuille peut être :

- Une personne physique ou morale qui souscrit directement des parts/actions d'un fonds pour son propre compte, et non pour le compte d'autres investisseurs sous-jacents ;

- Un établissement qui, dans le cadre de son activité économique, souscrit directement des parts/actions en son nom, et qui exerce un contrôle sur l'investissement au profit d'un ou de plusieurs Clients en dernier ressort qui ne contrôlent pas l'investissement ou les décisions d'investissement ;
- Un établissement, par exemple un intermédiaire financier, qui agit en son nom et est le propriétaire officiel des parts/actions, mais qui agit pour le compte et suivant les instructions spécifiques d'un ou de plusieurs Clients ;
- Le Client d'un établissement, par exemple le Client d'un intermédiaire financier, lorsque l'établissement n'est pas le propriétaire officiel des parts/actions (par exemple, parce que le fonds d'investissement a recours à un intermédiaire financier pour distribuer les parts/actions d'un fonds, et que l'investisseur souscrit des parts/actions par l'intermédiaire de l'établissement et l'établissement ne devient pas le propriétaire légal des parts/actions).

De plus, lorsque la Société de gestion ne commercialise pas directement les parts/actions de placements collectifs mais recourt à un ou plusieurs Prestataires de services d'investissement, CIF ou distributeur(s) étrangers(s), le Client est déterminé selon la qualité de la personne inscrite sur le registre des parts/actions :

- Lorsque le nom de l'investisseur final apparaît sur le registre en qualité de propriétaire officiel des titres, le Client à l'égard duquel la Société de gestion de portefeuille devrait appliquer les mesures de vigilance est cet investisseur final ;
- Lorsque figure au registre le nom d'un intermédiaire financier agissant en son nom et pour le compte de l'investisseur final, le Client à l'égard duquel la Société de gestion de portefeuille devrait appliquer les mesures de vigilance est cet intermédiaire financier.

- **Identification et vérification de l'identité du Client**

Avant même d'entrer en relation d'affaires avec un Client, SDIM est tenue de :

- Identifier le Client et le Bénéficiaire effectif de la relation d'affaires ;
- Recueillir toutes les informations pertinentes relatives à l'objet et à la nature de cette relation.

-

L'identification du Client personne physique se fait par la présentation d'un document officiel en cours de validité comportant la photographie de la personne. Ce document peut être par exemple une carte d'identité, un passeport, un titre de séjour ou tout autre document répondant aux critères de l'article R. 561-5 du Code Monétaire et Financier.

L'identification du Client personne morale se fait par la communication de l'original ou de la copie datant de moins de 3 mois de tout acte ou extrait d'un registre officiel constatant la dénomination, la forme juridique, le siège social et l'identité des associés et dirigeants sociaux. Il convient également de recueillir les pouvoirs du représentant légal ainsi que sa pièce d'identité. Les éléments relatifs à l'identification et à la vérification de l'identité du Client sont précisés dans la Procédure N° 34.

- **Identification et vérification de l'identité du Bénéficiaire effectif**

L'identification du Bénéficiaire effectif consiste ainsi à relever les nom(s) et prénom(s) de la (des) personne(s) physique (s) concernée(s), sa (leur) date et son (leur) lieu de naissance.

Ces éléments peuvent être obtenus en consultant le Client ou par l'obtention d'un extrait du registre des Bénéficiaires effectifs.

Les éléments relatifs à l'identification et à la vérification de l'identité du Bénéficiaire effectif sont précisés dans la Procédure N°34.

2. Connaissance de la relation d'affaires

En plus de l'identification du Client, les Collaborateurs doivent recueillir toute information relative à la connaissance du Client ainsi qu'à l'objet et à la nature de la relation d'affaires.

Au titre de la connaissance du Client, la liste exhaustive des éléments et informations recueillis est précisée dans la Procédure N° 34.

3. Obligation de vigilance constante

Pendant toute la durée de la relation d'affaires, SDIM assure une surveillance adaptée aux risques de blanchiment de capitaux et financement du terrorisme sur l'ensemble des Clients.

Excepté les cas prévus par la réglementation autorisant l'application de diligences simplifiées à l'égard des personnes assujetties visées aux 1 à 6 bis de l'article L. 561-2 du Code Monétaire et Financier et ce en l'absence de tout soupçon, la vigilance constante synonyme de diligences standard est mise en place par défaut. La nécessité de diligences complémentaires ou renforcées, voire de refus de relation dépend de chaque cas.

- **Screening**

Les Collaborateurs concernés doivent systématiquement vérifier si un Client (personne physique ou Bénéficiaire effectif d'une personne morale) est une Personne Politiquement Exposée (PPE) ou désignée par une mesure de gel des avoirs en utilisant les outils mis à leur disposition.

Cette vérification couvre toutes les personnes impliquées (représentants légaux, bénéficiaires effectifs, usufruitiers, nus-propriétaires, héritiers, indivisaires).

En cas de détection d'une PPE ou d'une entité/personne gelée, le RCCI doit être immédiatement informé pour analyse.

Toute opération est suspendue jusqu'à résolution.

La décision de nouer ou maintenir la relation d'affaires avec une PPE doit être prise par un membre de l'exécutif, avec une surveillance renforcée mise en place.

Si une entité gelée est confirmée, la relation est terminée et la Direction Générale du Trésor est informée.

Les ressortissants des pays sur les listes grises ou noires du GAFI sont exclus pour une entrée en relation d'affaires.

Les éléments relatifs aux détails de traitement de ces alertes sont précisés dans la Procédure N° 34.

- Suivi et mise à jour des informations

Les éléments d'identification obtenus doivent être obligatoirement mis à jour, dans le cadre de la vigilance constante, et permettre d'actualiser les profils de risque des Clients et des Bénéficiaires effectifs au regard de la classification des risques définie.

La mise à jour des dossiers Clients est réalisée en tant de que de besoin et en cas d'évolutions significatives listées dans la Procédure N° 34.

La fréquence d'actualisation et de mise à jour des dossiers est déterminée en fonction du profil de risque scoré pour chaque Client concerné.

Si les Collaborateurs concernés ont de bonnes raisons de penser que les éléments précédemment obtenus ne sont plus exacts ou pertinents, ils procèdent de nouveau à l'identification et à la vérification de l'identité du Client et de son Bénéficiaire effectif, notamment si :

- Il y a un soupçon de blanchiment des capitaux parce que les opérations du Client se modifient sensiblement, d'une manière qui n'est pas conforme à l'activité connue du Client, notamment aux sommes habituellement engagées ;
- Ou lorsque des informations publiques (par voie de presse ou autre) ou recueillies à l'occasion de la mise à jour des éléments de connaissance de la relation d'affaires indiquent que le ou les Bénéficiaire(s) effectif(s) ont changé suite par exemple à un changement d'actionnaire(s) majoritaire(s) au sein d'une société notamment en cas de fusion-absorption-acquisition.

4. Mise en œuvre de l'approche par les risques

L'approche par les risques permet de définir le périmètre d'application et la profondeur des diligences à mener.

L'analyse des risques et la construction du dispositif de contrôle se basent d'une part sur la typologie suivante :

- Risques au passif ;
- Risques à l'actif.

Et d'autre part sur la nature des risques :

- Risque Clients

- Personne physique, personne morale (entité régulée ou non) ;
- Présence physique ou non ;
- Nationalité et lieu de résidence ;
- Profession, secteur d'activité et cohérence avec l'origine du patrimoine indiquée ;
- Fiabilité des documents d'identité fournis ;
- Réputation ;
- Présence d'une PPE.

- **Risque Pays (pays à haut risque)**
 - Pays d'origine et de destination des fonds ;
 - Pays de domiciliation bancaire, de résidence fiscale ;
 - Pays sous sanctions financières internationales (embargo, gel des avoirs) ;
 - Pays défaillants en matière LCBFT ;
 - Pays fiscalement non coopératifs (listes GAFI et de l'Union européenne).

- **Risques Opérations / Produits**
 - Canaux de distribution (direct ou recours à des structures intermédiaires) ;
 - Connaissance des marchés et instruments financiers ;
 - Objectifs d'investissement, importance de la participation envisagée ;
 - Modalités de paiement ;
 - Niveau d'acceptation du risque ;
 - Cohérence économique par rapport à la nature et au montant de l'opération.

Le cumul de ces critères détermine le niveau de risque LCBT et la mise en œuvre des mesures de vigilance correspondantes :

- Risque faible : Vigilances simplifiées ;
- Risque standard : Vigilances standard et constantes ;
- Risque élevé : Vigilances complémentaires et/ou renforcées ;
- Risque majoré (pays sur liste noire ou sur liste d'interdictions, personne présente sur la liste de gel des avoirs ou tout autre soupçon élevé) : Abandon de la relation d'affaires et déclaration à TRACFIN.

La mise en œuvre de ce dispositif LCBFT fait l'objet de la Procédure N°34 applicable au sein de SDIM.

5. **Opérations nécessitant des mesures de vigilance particulières**

- **Opérations nécessitant une vigilance complémentaire**

Les mesures complémentaires sont des actions réactives appliquées pour traiter des anomalies ou risques spécifiques identifiés. Elles sont destinées à renforcer les contrôles déjà en place et à traiter des cas spécifiques, comme les PPE ou les personnes ou entités désignées par une mesure de gel des avoirs.

Elles peuvent par exemple consister, dans le cas d'une PPE, à :

- Informer immédiatement le RCCI de l'identification d'une PPE ;
- Laisser la décision de nouer ou maintenir la relation d'affaires à un membre de l'exécutif ou une personne habilitée ;
- Mener des recherches approfondies sur l'origine des fonds et du patrimoine impliqués ;

- Mettre en place une surveillance renforcée (voir ci-dessous) de la relation d'affaires, avec une actualisation plus fréquente des informations et une surveillance étroite des opérations.
- **Opérations nécessitant une vigilance renforcée**

Les mesures renforcées sont des actions supplémentaires prises de manière proactive pour les Clients ou situations à risque élevé.

Pour les Clients, les services et les produits qui présentent, selon SDIM, un risque élevé, l'identification et la vérification des identités du Client et de son Bénéficiaire effectif, et la connaissance de la relation d'affaires et la vigilance constante donnent lieu à des mesures renforcées.

Elles peuvent par exemple consister à :

- Obtenir une copie d'un document justificatif supplémentaire permettant de confirmer l'identité du Client ;
- Lorsque le Client est une personne morale, obtenir une copie certifiée de tout acte ou extrait de registre officiel datant de moins de trois mois ou extrait du Journal officiel constatant la dénomination, la forme juridique, l'adresse du siège social et l'identité des associés et dirigeants sociaux, des représentants légaux ou de leurs équivalents en droit étranger via les greffes des tribunaux de commerce ou un document équivalent en droit étranger ;
- Mettre en œuvre des mesures de vérification et de certification de la copie d'un document officiel (pour une personne physique) ou d'un extrait de registre officiel (pour une personne morale) par un tiers indépendant de la personne à identifier ;
- Exiger que le premier paiement des opérations soit effectué en provenance ou à destination d'un compte ouvert au nom du Client auprès d'une personne mentionnée aux 1° à 6° bis de l'article L. 561-2 (voir annexe 1) qui est établie dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'EEE ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en matière de LCBFT ;
- Recourir à un service certifié conforme par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, ou un organisme de certification que cette agence autorise, au niveau de garantie substantiel des exigences relatives à la preuve et à la vérification d'identité, prévues à l'annexe du règlement d'exécution (UE) 2015/1502 du 8 septembre 2015. Un arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre chargé de l'économie précise les modalités d'application de ce 5° ;
- Recueillir une signature électronique avancée ou qualifiée ou un cachet électronique avancé ou qualifié valide reposant sur un certificat qualifié ou avoir recours à un service d'envoi recommandé électronique qualifié comportant l'identité du signataire ou du créateur de cachet et délivré par un prestataire de service de confiance qualifié inscrit sur une liste de confiance nationale en application de l'article 22 du règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014.

- Opérations particulièrement complexes ou d'un montant inhabituellement élevé ou ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite

Les Collaborateurs effectuent un examen renforcé de toute opération particulièrement complexe ou d'un montant inhabituellement élevé ou ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite.

Dans ce cas, les diligences suivantes doivent être menées :

- Se renseigner auprès du Client sur l'origine des fonds et la destination de ces sommes ainsi que sur l'objet de l'opération et l'identité de la personne qui en bénéficie ;
- Demander un justificatif d'origine ou de destination des fonds.

Si, au terme de l'examen renforcé, le Collaborateur habilité ne dispose pas d'informations précises et cohérentes sur la relation d'affaires, ou si la provenance des fonds reste incertaine, il en informe le Déclarant TRACFIN.

- Opérations pouvant faire l'objet d'une vigilance allégée

Les Clients, les services ou les produits figurant sur la liste des personnes, services ou produits présentant un faible risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme et pour lesquels il n'existe pas de soupçon de blanchiment ou de financement du terrorisme peuvent faire l'objet d'une vigilance allégée.

Les Clients suivants peuvent faire l'objet d'une vigilance allégée :

- Le Client est une personne assujettie, visée aux 1 à 6 bis de l'article L. 561-2 du Code Monétaire et Financier, établie en France, ou dans un autre Etat de l'EEE,
- Le Client est une autorité publique ou un organisme public répondant à certains critères de transparence (identité, activité, pratiques comptables) ;
- Le Client est une société dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé en France ou dans un Etat partie à l'accord sur l'EEE.

- Opérations pouvant faire l'objet d'un refus de relation

La Politique LCBFT de SDIM impose un refus d'entrée en relation dans les situations suivantes :

- Si le Client (personne physique ou personne morale ainsi que les bénéficiaires effectifs / représentants légaux) est présent sur les listes de terroristes ou de gel des avoirs / sanction relative au terrorisme ;
- Si l'identification du Bénéficiaire effectif ou du représentant légal est impossible ;
- Si le Client réside dans un pays non coopératif, ou si le pays est bloqué par SDIM ou figure sur la liste grise ou noire du GAFI.

De plus, les check list utilisées permettent d'identifier l'ensemble de ces cas, garantissant ainsi le respect des obligations réglementaires et internes propres à SDIM et la sécurisation des relations d'affaires.

OBLIGATION DE VIGILANCE A L'EGARD DES TIERS

SDIM est également vigilante à l'égard de ces Partenaires commerciaux (distributeurs, apporteurs d'affaires, brokers) et Prestataires y compris fournisseurs.

Toute relation commerciale nouée entre SDIM et un Partenaire ou Prestataire fait l'objet d'une vérification par les Collaborateurs du Service concerné.

A l'instar des Clients, les Collaborateurs doivent nécessairement procéder à l'identification de la personne physique ou morale susceptible d'entrée en relation avec SDIM et de son Bénéficiaire effectif / représentant légal.

Les Partenaires et Prestataires de service en relation avec SDIM font également l'objet d'une évaluation LCBFT.

En outre, s'agissant des Distributeurs, toute nouvelle convention conclue entre SDIM et un Distributeur CIF comprend systématiquement une clause sur les risques de blanchiment et de financement du terrorisme, le cas échéant une demande des procédures blanchiment sera adressé et régulièrement contrôlée par le RCCI.

DECLARATION DE SOUPCON

Tout Collaborateur doit informer par tout moyen et sans délai le déclarant TRACFIN de toute opération lui paraissant suspecte et qui pourrait constituer une opération de blanchiment d'argent ou participant au financement du terrorisme.

Cette information se fait par mail et est complétée par une **déclaration de doute interne**.

1. Déclaration de doute interne (DDI)

• Définition

La DDI est un document circulant à l'intérieur de SDIM, dont l'objectif est de faire remonter sous une forme normalisée vers le Déclarant TRACFIN, les doutes identifiés par les Collaborateurs quant au caractère licite d'une opération.

Il est donc attendu que les Collaborateurs soient à même de détecter les situations sensibles et fassent, à cette fin, preuve d'objectivité.

• Modalités de DDI

Elle est à communiquer par mail et accompagnée de ses pièces justificatives, au Déclarant TRACFIN qui est en charge de sa consignation sous format numérique et papier.

• Confidentialité

L'identité du Collaborateur faisant la DDI n'est connue que du Déclarant TRACFIN, à qui il incombe un devoir de confidentialité.

Ce même devoir incombe aux Collaborateurs, qui ne doivent en aucun cas communiquer à la relation d'affaires concernée qu'une opération la concernant a fait l'objet d'une DDI.

Le suivi des contrats de Clients / Tiers ayant fait l'objet d'une DDI peut amener à la décision de clôture de la relation, ou d'interdiction de certains types d'opérations.

2. Contenu de la déclaration de soupçon

Sous peine d'irrecevabilité, la déclaration de soupçon doit comporter les renseignements et éléments d'information suivants :

- La profession exercée par la personne qui effectue la déclaration par référence aux catégories mentionnées à l'article L.561-2 du CMF ;
- Les éléments d'identification et les coordonnées professionnelles du Déclarant désigné au sein de SDIM (art. R.561-23 du CMF) ;
- Le cas de déclaration par référence aux cas mentionnés aux points supra ;
- Les éléments d'identification du Client et, le cas échéant, du Bénéficiaire effectif de l'opération qui fait l'objet de la déclaration ainsi que, dans le cas où une relation d'affaires a été nouée avec le Client, l'objet et la nature de cette relation ;
- Un descriptif de l'opération et les éléments d'analyse qui ont conduit à effectuer la déclaration,
- Lorsque l'opération n'a pas encore été exécutée, son délai d'exécution.

La déclaration sera également complétée par les éléments ayant permis la détection des anomalies et ceux de l'analyse approfondie conduisant au soupçon.

Par exemple :

- Description du contexte (éléments d'identification et de connaissance du Client et, le cas échéant, du Bénéficiaire effectif, objet et nature de la relation d'affaires, tout autre élément pertinent qui pourra faire apparaître le caractère atypique de l'opération ou du comportement du Client par rapport à son profil) ;
- Eléments d'identification des personnes parties prenantes à l'opération ;
- Description détaillée des faits et des anomalies ayant conduit au soupçon (par exemple, services ou opérations concernés, date, montant, parties prenantes aux opérations (donneur d'ordre, bénéficiaire effectif), numéros et types de comptes concernés, origine et destination des fonds, en cas d'opérations non exécutées, délai d'exécution ...) ;
- Documents et pièces justificatives.

La déclaration doit absolument contenir la motivation du soupçon.

Les éléments de contexte viennent utilement en complément mais ne peuvent déclencher, à eux seuls, l'émission d'une déclaration.

3. Forme et transmission de la déclaration de soupçon à TRACFIN

Le Déclarant TRACFIN effectue la déclaration de soupçon via le système ERMES sur le site Internet de TRACFIN à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/tracfin/>.

4. Délais de déclaration de soupçon à TRACFIN

La déclaration de soupçon est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération, laissant ainsi à TRACFIN, la possibilité d'exercer son droit d'opposition.

SDIM doit donc s'abstenir d'effectuer toute opération dont elle soupçonne qu'elle est liée au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme.

La déclaration peut toutefois porter sur des opérations déjà exécutées :

- Lorsqu'il a été impossible de surseoir à son exécution ;
- Quand son report aurait pu nuire au déroulement d'investigations en cours ;
- Ou si le soupçon est apparu postérieurement à l'exécution de l'opération en question.

La dérogation s'applique lorsque l'opération est instantanée. Elle peut trouver également à s'appliquer lorsque l'opération est soumise à des contraintes d'exécution très courtes qui rendent difficile la mise en place d'une détection a priori systématique.

Dans ce cas, la déclaration peut être réalisée après l'exécution de l'opération et adressée à TRACFIN sans délai.

5. Confidentialité de la déclaration de soupçon

En aucun cas, l'existence d'une déclaration de soupçon à l'encontre d'un Client / Tiers ne doit être communiquée à celui-ci, ni au Collaborateur ayant initié la DDI. Le non-respect de cette interdiction de divulgation est réprimé d'une amende de 22.500 €.

N.B : La confidentialité de la déclaration ne fait pas obstacle à la communication d'informations concernant les déclarations aux autorités de contrôle.

6. Suivi de la déclaration de soupçon

Le suivi des contrats de Clients ayant fait l'objet d'une déclaration de soupçon peut amener à la décision de clôture de la relation, ou d'interdiction de certains types d'opérations avec ledit Client.

Ces décisions sont prises après avis du RCCI, approuvée par la Direction Générale.

Elles feront dans tous les cas l'objet d'une formalisation spécifique annexée au dossier du Client / Tiers.

Attention : La déclaration de soupçon ne doit en aucun cas figurer dans le dossier du Client / Tiers.

7. Conservation de la déclaration de soupçon

Le Déclarant TRACFIN conserve les pièces et documents relatifs aux déclarations à TRACFIN pendant une période de 5 ans suivant la cessation de la relation d'affaires.

Cette obligation de conservation concerne les pièces suivantes :

- La copie de la déclaration, et, le cas échéant, les pièces qui lui étaient jointes ; en cas de déclaration orale, le nom du déclarant, la date de la déclaration, la copie des pièces transmises à TRACFIN ;
- L'accusé réception de la déclaration ;
- Les documents relatifs aux opérations ;
- Les documents consignant l'examen renforcé de l'opération, s'il y a lieu.

MODALITES DE CONSERVATION DES INFORMATIONS ET DOCUMENTS

La conservation de ces informations doit permettre à SDIM de répondre rapidement aux demandes d'information des autorités de contrôle et de pouvoir justifier auprès de celles-ci de l'adéquation des diligences au regard des risques identifiés.

1. Informations et documents à conserver

Conformément à la réglementation, SDIM conserve :

- Les documents et informations, quel qu'en soit le support, relatifs à l'identité de leurs relations d'affaires ou Clients occasionnels, ainsi que le cas échéant du Bénéficiaire effectif des Clients occasionnels, et relatif aux mesures de vigilance mise en œuvre pendant cinq ans à compter de la clôture de leurs comptes ou de la cessation de leurs relations avec lesdits Clients ;
- Dans la limite de leurs attributions, les documents et informations, quel qu'en soit le support, relatifs aux opérations faites par leurs relations d'affaires ou Clients occasionnels ainsi que les documents consignants les caractéristiques des opérations qui font l'objet d'un examen renforcé pendant cinq ans à compter de leur exécution.

2. Modalités de conservation

Les modalités de conservation doivent respecter des exigences de protection des données à caractère personnel et de secret professionnel, mais aussi de confidentialité devant entourer les déclarations de soupçon.

Ces modalités sont précisées dans la Procédure « Archivage et conservation des données » applicable au sein de SDIM.

CONTEXTE REGLEMENTAIRE OU ORGANISATIONNEL

Le dispositif LCBFT répond aux exigences réglementaires et légales des sociétés de gestion de portefeuille en matière de LCBFT et prévoit les procédures de contrôle de l'origine des fonds des différentes activités de la SGP (souscription, investissement, arbitrage, gestion locative...) et les systèmes d'alertes à mettre en place.

Les sources réglementaires encadrant ce dispositif sont le Code Monétaire et Financier (« CMF »), qui transpose en droit national les directives européennes sur le sujet et le Règlement général de l'AMF.

Cette dernière publie des positions permettant d'explicitier ses lignes directrices sur des points spécifiques de la LCBFT.

Principales références réglementaires	Articles	Thèmes abordés
Directive 2018/843/UE	Tous	Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme
COMOFI	Titre VI du livre V	LCBFT
RG AMF	320-14 à 23	Obligations relatives à la LCBFT
Ordonnance 2020-115 Décrets 2020-118 et 119	Tous	Transposition de la 5 ^{ème} directive LAB-FT
Arrêté du 6 janvier 2021		Relatif au dispositif et au contrôle interne en matière de LCBFT et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques
PR AMF 2019-14	Tous	Orientations sur les facteurs de risque LAB-FT
PR AMF 2019-15	Tous	Lignes directrices sur l'approche par les risques en matière LCBFT
PR AMF 2019-16	Tous	Lignes directrices sur les obligations de vigilance à l'égard des Clients et de leurs Bénéficiaires effectifs, qui fusionnent en un seul document, tout en complétant et révisant leur contenu, les précédentes lignes directrices relatives à la notion de Bénéficiaire effectif (DOC 2013-05) et relatives à la tierce introduction
Position AMF 2019-17	Tous	Lignes directrices sur la notion de personne politiquement exposée
Position AMF 2019-18	Tous	Lignes directrices sur l'obligation de déclaration à TRACFIN

Orientations EBA	Tous	L'AMF applique les orientations révisées de l'Autorité Bancaire Européenne concernant les caractéristiques d'une approche de la surveillance fondée sur les risques en matière LCBFT et la marche à suivre lors d'une surveillance fondée sur les risques au titre de l'article 48, paragraphe 10, de la directive (UE) 2015/849 (modifiant les orientations communes ESAs/2016/72). Ces orientations précisent les attentes de l'EBA s'agissant des pratiques de surveillance au sein du système européen de surveillance financière en matière LCBFT.
Recommandations de la Commission européenne Avis conjoint formulé par les Autorités européennes de supervision (ESMA, EBA), Analyse Nationale des Risques par le COLB Facteurs de risque aux annexes II et III de la directive 2015 /849 du Parlement et du Conseil du 20 mai 2015.	Tous	Analyse Supranationale des Risques LCBFT

AUTRES SOURCES

- **ASPIM** Code de déontologie de la gestion des SCPI
- **GAFI (Groupe d'Action Financière sur le blanchiment de capitaux)** <http://www.fatf-gafi.org>
 - Liste des pays et territoires non coopératifs et liste des pays en alerte
 - Les quarante-neuf recommandations
- **TRACFIN** (Cellule de renseignements financiers française - L.561-23 du CMF) <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/publications> TRACFIN est un « service compétence nationale » dépendant du Ministère des Finances

Ses missions :

- Lutter contre les circuits financiers clandestins, le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme ;
- Animer et coordonner aux niveaux national et international les moyens d'investigation ;
- Participer à l'étude des mesures à mettre en œuvre pour lutter contre la LCBFT ;
- Recueillir, traiter et diffuser le renseignement relatif aux circuits financiers clandestins ;
- Recevoir et enrichir les déclarations de soupçon.

1. Le délit de blanchiment

- Définition

Selon l'article 324-1 du Code Pénal, « *le blanchiment est le fait de faciliter, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect. Constitue également un blanchiment le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit* ».

La fraude fiscale doit être considérée comme une infraction constitutive d'un délit de blanchiment.

- Sanctions pénales

Le délit de blanchiment est puni de 5 ans d'emprisonnement et de 375.000 € d'amende pour les personnes physiques.

Lorsqu'il est commis en bande organisée, de façon habituelle ou en utilisant les facilités que procure l'exercice d'une activité professionnelle, les peines sont alors portées à 10 ans d'emprisonnement et à 750.000 € d'amende (Art 324-2 du Code pénal).
On parle dans ce cas de « blanchiment aggravé ».

Les personnes morales peuvent également être déclarées pénalement responsables. (Art. 324-9 du Code pénal). Le taux de l'amende est en ce cas porté au quintuple (Art. 131-38), et une ou plusieurs des peines suivantes peuvent être appliquées (Art. 131-39) :

- Dissolution ;
- Interdiction d'exercer une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales (max 5 ans);
- Placement sous surveillance judiciaire ;
- Fermeture temporaire ou définitive de tout ou partie de l'établissement ;
- Exclusion temporaire ou définitive des marchés publics ;
- Interdiction temporaire ou définitive de faire une offre au public ;
- Restriction(s) sur les moyens de paiement (max 5 ans) ;
- Confiscation de l'objet ou du produit du délit ;
- Publication de la décision prononcée.

- Sanctions administratives ou disciplinaires

L'article L 561-36 du Code Monétaire et Financier confie à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) un pouvoir de contrôle et de sanction en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Son action en la matière s'exerce de façon ponctuelle à travers des contrôles et enquêtes sur place et sur pièce.

Elle vérifie ainsi que :

- Les procédures d'identification de la clientèle (porteurs de parts, actionnaires, locataires, fournisseurs, investisseurs) sont adaptées ;
- Les opérations « atypiques » font l'objet d'un suivi particulier ;
- Les déclarations de soupçon auprès de TRACFIN sont bien effectuées ;
- L'établissement est doté d'une organisation et de procédures lui permettant de faire preuve d'une vigilance constante ;
- L'organisation comptable est fiable et permet un suivi des opérations ;
- Le personnel est formé et informé des règles à respecter en matière de lutte contre le blanchiment.

A la suite des vérifications, l'AMF peut prendre différentes mesures :

- Les lettres de suite, demandant aux établissements de prendre les mesures correctrices nécessaires dans les meilleurs délais ;
- Les procédures disciplinaires, lorsque les enquêtes ont pu révéler des faits susceptibles de constituer des infractions au regard de la législation.

- **Risque d'image**

L'implication de SDIM dans une affaire de blanchiment, outre les conséquences sur le plan pénal, administratif et disciplinaire, est susceptible de générer des dommages considérables en termes de réputation du fait des retentissements médiatiques de tels faits.

La mise en examen de dirigeants, mais également de la personne morale elle-même, peut en effet se manifester au travers de la méfiance des tiers.

2. **Financement du terrorisme**

- **Définition**

Le terrorisme est défini par les articles 421-1 à 421-2-6 du code pénal.

L'acte de terrorisme est caractérisé par la réalisation « *d'infractions, lorsqu'elles sont intentionnellement en relation avec une entreprise individuelle ou collective, ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur* ». Les articles précités donnent la liste des infractions concernées.

La participation à la préparation de ces infractions constitue également un acte de terrorisme, de même que son financement (dons ou gestion de fonds).

Il est à noter que le blanchiment est une des infractions constitutives d'un acte de terrorisme.

- **Sanctions pénales**

Les sanctions pénales sont prévues aux articles 421-2-3 à 421-2-5-2 et 421-3 à 421-8 du Code Pénal. Les peines maximales encourues sont la réclusion criminelle à perpétuité et 750.000 € d'amende.

L'apologie du terrorisme est également sanctionnée, de même que son financement.

3. Les Personnes Politiquement Exposées

Les Personnes Politiquement Exposées (PPE) sont des personnes qui sont considérées, au niveau international, comme exposées à des « risques plus élevés » de blanchiment de capitaux.

Sont PPE, Les personnes qui exercent, ou ont cessé d'exercer depuis moins d'un an, des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives pour le compte de la France, d'un État étranger ou d'une organisation internationale, ainsi que leurs proches.

- **Les fonctions concernées**

- Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ;
- Membre d'une assemblée parlementaire nationale (député comme sénateur) ou du Parlement européen, dirigeant d'un parti politique ;
- Magistrat de la Cour de Cassation, conseiller d'Etat et membre du Conseil Constitutionnel ou leurs équivalents à l'étranger ;
- Magistrat de la Cour des comptes ou leurs équivalents à l'étranger ;
- Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
- Ambassadeur ou chargé d'affaires ;
- Officier général, ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
- Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique exerçant son activité au niveau national ;
- Directeur, directeur adjoint, membre du conseil d'une organisation internationale.

- **Les proches concernés**

- Les membres directs de la famille des PPE, notamment :
 - Le conjoint (peu importe la nature de l'alliance) ;
 - Les enfants, ainsi que leur conjoint ;
 - Les parents.
- Les personnes étroitement associées aux PPE, notamment dans le cadre d'une société ou structure juridique (fiducie ou trust) ou entretenant un lien d'affaires (commercial ou économique) étroit.